



CONSTRUIRE LA COHÉSION SOCIALE PAR LE BIAIS DES ACTIVITÉS DES MARCHÉS FINANCIERS EN AMÉRIQUE LATINE ET AUX CARAÏBES

ENRIQUE V. IGLESIAS*

La cohésion sociale est un concept aux aspects multiples qui désigne le degré de partage de valeurs communes par différents groupes communautaires et individus, et leur degré d'intégration dans la société ordinaire. La cohésion sociale est renforcée par différents facteurs et phénomènes comprenant essentiellement la confiance et d'autres valeurs généralement reconnues comme l'accès aux facteurs productifs, à l'éducation et aux services de santé. La cohésion sociale est affectée et affaiblie par le manque d'opportunités, par les clivages ethniques et raciaux, et par l'isolement géographique.

Les activités des marchés financiers affectent la cohésion sociale de différentes manières. Tout d'abord, ces activités ont un impact sur la cohésion sociale puisqu'elles créent des possibilités de collaboration entre des entités isolées pour des raisons géographiques ou ethniques¹. Deuxièmement, les activités des marchés financiers offrent aux individus, ne faisant pas partie du système financier traditionnel, la possibilité de se livrer à des activités d'entreprise productives. Troisièmement, à l'échelle des ménages, les activités des marchés financiers créent des mécanismes par lesquels les personnes défavorisées peu-

vent s'assurer contre les chocs économiques. S'il est généralement admis que les marchés financiers jouent un rôle crucial dans le développement économique, l'inverse est également vrai, à savoir qu'une croissance plus rapide conduit au développement et à l'approfondissement du marché financier.

Le présent article analyse l'expérience vécue en Amérique Latine et aux Caraïbes, et quelques-uns des défis politiques clés visant à améliorer l'efficacité du développement du secteur financier dans une optique de réduction de l'exclusion économique et sociale. Il présente également l'expérience des leçons tirées par la Banque interaméricaine de développement (BID) résultant de son engagement continu et soutenu en faveur du développement économique et social de cette région.

Depuis 1978, la BID tente de répondre au besoin de fournir des services de développement commercial et financier, en réponse à la demande des plus démunis afin qu'ils échappent à la pauvreté grâce à des activités productives adaptées aux forces du marché, en contribuant à la création et au renforcement des institutions officielles et non officielles fournissant ces services de manière durable.

* Président de la Banque interaméricaine de développement.

La micro-entreprise, le plus petit projet d'entreprise, peut prendre de multiples formes, des entreprises de subsistance aux entreprises utilisant des méthodes de production relativement sophistiquées. Elles comprennent les vendeurs ambulants, les petits fabricants et ateliers de réparation, les petits producteurs agricoles... La BID a été l'un des pionniers dans le domaine du développement des micro-entreprises en Amérique Latine et aux Caraïbes, et elle continue à promouvoir les investissements dans ce secteur et son développement, afin d'atteindre deux de ses principaux objectifs de développement : la réduction de la pauvreté et le développement du secteur privé. C'est ici que le développement du marché financier peut jouer un rôle fondamental, en créant des sociétés plus intégrées et cohésives.

LE RÔLE PRIMORDIAL DE LA COHÉSION SOCIALE

On peut défendre la thèse affirmant que la cohésion sociale est un concept équivalent à celui du capital social, et désigne le degré auquel les individus participent sans difficultés à des activités commerciales et sociales et poursuivent des objectifs d'optimisation de leur qualité de vie et de leur développement économique. La confiance est un élément central de la cohésion sociale. Néanmoins, d'autres facteurs importants peuvent entrer en jeu, comme la reconnaissance, le respect et la concurrence, en fonction notamment des différentes réalités géographiques.

La cohésion sociale et le capital social constituent des avantages majeurs pour toute communauté, et peuvent être considérés comme des biens publics. Par conséquent, élargir la cohésion sociale lorsqu'elle est limitée ou inexistante, et la protéger lorsqu'elle est menacée, sont des objectifs de politique publique de premier plan. Ensuite, la cohésion sociale peut servir à

réduire les fractures sociétales de dysfonctionnement qui pèsent sur le potentiel social et économique. La cohésion sociale, essentiellement sous la forme de confiance, joue un rôle important dans le cas du développement économique. La confiance est un élément central de la cohésion sociale, et elle devient primordiale lorsqu'il existe une forme de répression et de sanction subjective pour ceux qui la transgressent, ce qui n'implique pas nécessairement un système juridique officiel. En outre, la cohésion sociale est efficace d'un point de vue économique, puisque la transgression de la cohésion sociale et de la confiance, par exemple lorsqu'une entreprise ne rembourse pas un emprunt, est gérée au sein de la communauté par le biais de procédures officieuses et moins coûteuses. La cohésion sociale aide à surmonter les imperfections et les asymétries de l'information, les risques moraux et l'antisélection.

Pour toutes ces raisons, le renforcement de la cohésion sociale est un objectif important et présente un intérêt aussi bien au niveau macroéconomique, pour appuyer l'intégration socioéconomique, qu'au niveau microéconomique.

IMPACT DES ACTIVITÉS DES MARCHÉS FINANCIERS SUR LA COHÉSION SOCIALE

Les activités des marchés financiers peuvent avoir des conséquences sur le niveau de cohésion sociale. La raison principale de cette connectivité est basée sur les caractéristiques fondamentales de la cohésion sociale. Premièrement, le manque de cohésion sociale est directement lié à la pauvreté, puisque les exclus ne peuvent pas avoir accès à la propriété et au crédit. Ce manque est provoqué par la pauvreté, et il y contribue également. Deuxièmement, non seulement le manque de cohésion sociale prive les individus de statut social, mais il favorise



aussi l'augmentation du chômage. La troisième dimension est sociopolitique : la cohésion sociale est significative pour autant que certaines catégories de la population (par exemple les femmes, les minorités ethniques et raciales, et les sectes religieuses) aient accès à des droits fondamentaux, ou lorsque ces catégories reçoivent une part équitable des richesses d'un pays.

Afin d'examiner comment les activités financières influencent la cohésion sociale, il faut privilégier les trois caractéristiques mentionnées ci-dessus dans le contexte de l'Amérique Latine et des Caraïbes. Il existe des problèmes thématiques transversaux qui sont à l'origine de la plupart des interventions. Tout d'abord, quel que soit le problème traité, la réduction de la pauvreté, le développement du microcrédit ou de la finance rurale, les populations défavorisées connaissent leurs problèmes et leurs activités, et elles ont la responsabilité d'agir dans leur propre intérêt. Deuxièmement, l'intermédiation financière peut créer une plus grande inclusion sociale en facilitant l'accès à une denrée essentielle, l'argent.

Réduction de la pauvreté

L'un des rôles les plus importants joués par les marchés financiers est de rehausser le niveau d'activité économique, et donc de développer les opportunités données aux ménages par le biais des instruments d'épargne. En outre, les mécanismes de crédit peuvent aider les familles les plus pauvres à développer leur stock de capital en apportant des fonds. Dans le cas particulier des personnes démunies qui ne font pas partie de la chaîne économique générale, les chocs font subir des pertes permanentes à leur stock de capital physique et humain. Les marchés financiers peuvent fournir de multiples instruments d'épargne et d'assurance pour aider les ménages à équilibrer leur consommation et à surmonter les crises inattendues. Par exem-

ple, en augmentant le niveau de l'épargne détenue en termes monétaires, les ménages les plus pauvres peuvent développer un filet de sécurité qui pourrait servir de garantie personnelle lors d'un ralentissement économique.

En Amérique Latine et aux Caraïbes, les institutions financières ont montré une certaine tendance à la sélection de la clientèle. Néanmoins, la réticence à desservir le bas du marché, notamment les micro-entreprises et les petites entreprises, qui a jusqu'alors caractérisé le secteur bancaire, commence à s'estomper, en partie grâce aux fonds des donateurs injectés dans un certain nombre d'institutions pour couvrir les coûts initiaux d'exploitation et de formation permettant de développer les portefeuilles de microprêts.

Le rôle des femmes constitue également un facteur-clé pour atteindre l'objectif de la politique de réduction de la pauvreté. Partout dans le monde, les femmes intègrent le secteur de l'agriculture commerciale, souvent avec succès, en dépit des politiques de développement qui concourent à les en exclure. En Amérique Latine, les agricultrices deviennent rapidement beaucoup plus que de simples agriculteurs de subsistance, et le nombre de femmes s'engageant dans des activités économiques rémunérées augmente également. De plus, les femmes jouant un rôle important dans la réussite économique de leurs enfants, le fait d'améliorer la condition des femmes a des conséquences directes sur la réduction de la pauvreté à long terme. En Amérique Latine et aux Caraïbes, une corrélation positive a été clairement établie entre les niveaux d'éducation, de revenu et les réductions des taux de morbidité et des taux de mortalité infantile.

Pour comprendre la situation des femmes en Amérique Latine et aux Caraïbes, il faut tenir compte des profils historique et actuel du développement socioéconomique qui caractérisent la région dans son ensemble. L'une des principales contraintes est le

défaut d'accès au crédit et au financement approprié. En Amérique Latine et aux Caraïbes, la participation des femmes aux programmes de financement et de crédit officiels a été freinée par des barrières juridiques, des procédures de demande pesantes et de grande ampleur, des coûts de transaction élevés et un manque de revendication des biens et des droits de propriété.

Dans le cadre de sa politique opérationnelle pour assister les femmes dans le développement, la Banque a formulé une stratégie qui vise à augmenter le degré d'intégration des femmes dans toutes les phases du processus de développement et à améliorer leur situation socioéconomique. Voici quelques-uns des éléments spécifiques de la stratégie :

- reconnaissance et valorisation du rôle réel et potentiel des femmes dans les activités productives et sociales, et de leur contribution au processus de développement national ;
- facilitation de l'accès des femmes aux ressources productives et aux avantages sociaux et économiques découlant des activités des marchés financiers ;
- réduction des contraintes sociales, juridiques et économiques, qui pèsent sur la capacité des femmes à participer efficacement aux programmes productifs et aux autres programmes destinés à favoriser le développement, et à tirer parti de ces programmes ;
- amélioration de l'efficacité des institutions chargées de renforcer la participation sociale et économique des femmes dans le processus de développement.

Certains des programmes développés comprennent les activités suivantes : formation destinée aux employés des établissements de crédit officiels ; soutien des services de développement financier, en accordant une attention particulière aux emprunteurs potentiels de sexe féminin² ; renforcement institutionnel des organismes financiers donnant une place prépondérante aux activités des femmes ; et pro-

gramme visant à supprimer ou atténuer les contraintes juridiques ou autres obstacles au traitement équitable des femmes pour l'obtention des crédits.

Augmenter les activités productives pour réduire le chômage : le cas des micro-entreprises et de la microfinance

Les activités des marchés financiers participent à la construction de la cohésion sociale en réduisant le chômage et les inégalités de revenus, et en contribuant à la création et au développement des entreprises locales sous la forme de PME et de micro-entreprises. Dans le secteur de la micro-entreprise, les institutions de microfinance comme les coopératives de crédit, les fonds de crédit, les institutions non gouvernementales et les entreprises commerciales, sont essentielles. Les principaux facteurs de réussite des programmes de microfinance sont, entre autres, leur capacité à atteindre le marché qu'ils desservent (les populations défavorisées) et à garantir une programmation opérationnelle et financière judicieuse.

Il existe également un lien étroit entre les activités des institutions de microfinance et la cohésion sociale. Certains mécanismes de microfinance, comme les *grupos solidarios* et les *fondos rotatorios* sont basés sur la solidarité et la collaboration des communautés pour l'établissement de systèmes de financement qui sont gérés par les communautés locales, quelquefois accompagnés du soutien des organismes publics. Ces mécanismes sont caractérisés par l'application communautaire, pour garantir une conformité totale aux modalités des contrats financiers, respectée par les membres de la communauté participant au programme.

Les preuves abondent pour démontrer que les plus petites entreprises bénéficient très peu des services fournis par les institu-



tions financières. Une enquête menée auprès des ménages en Amérique Latine et aux Caraïbes indique que seulement 2,6 % des 59 millions de micro-entreprises en Amérique Latine et aux Caraïbes disposent d'un accès officiel ou semi-officiel au crédit. En outre, les données indiquent que les établissements de crédit qui sont les premiers à accorder des microprêts en Amérique Latine disposent de petits portefeuilles de prêt par rapport aux établissements du système financier officiel. De plus, en combinant toutes les sources de crédit officielles et semi-officielles, le crédit total qui est accordé aux micro-entreprises était d'environ 2,5 milliards de dollars en 1999, ce qui représente 0,5 % des 499 milliards de dollars que les banques commerciales ont fourni à l'Amérique Latine durant cette même année. Si l'on se réfère aux estimations selon lesquelles les micro-entreprises ont contribué à environ 20 % du PNB de l'Amérique Latine et des Caraïbes, il semble que ces entités reçoivent une part de crédit comparativement faible.

Depuis plus de 20 ans, la Banque a contribué au développement des institutions de microfinance desservant les emprunteurs à faible revenu. Elle fut la première banque de développement multilatéral à autoriser les petits prêts directs à destination d'associations privées à but non lucratif, sans garantie publique. Le soutien de la BID a contribué à la création et au développement d'organismes privés qui sont désormais au premier plan dans le domaine des services de microfinance, par le biais de prêts, de placements en actions et d'une assistance technique. Le but de ces programmes était de créer des mesures d'encouragement à destination des intermédiaires financiers, dont les banques commerciales, pour qu'ils étendent leurs services aux micro-entrepreneurs en développant des produits financiers attractifs et en adoptant la technique du micro-crédit.

Voici, entre autres, les principaux défis à relever pour garantir le dynamisme du secteur de la microfinance et de la micro-entreprise :

- réforme des lois et des réglementations nationales pour que les plus petites entreprises puissent exploiter pleinement leur potentiel sans être limitées par une réglementation répressive ;
- renforcement des institutions, notamment pour les institutions de microfinance, dans le but de baisser les coûts d'exploitation et augmenter la qualité du portefeuille sous-jacent, accompagné d'efforts pour fournir des services plus économiques et de plus grande qualité ;
- extension des activités des institutions de microfinance au-delà du crédit pour offrir aux micro-entrepreneurs des services comme l'épargne, les cartes de crédit, l'équipement à bail et les prêts immobiliers.

Amélioration des services financiers dans les zones rurales

En Amérique Latine et aux Caraïbes, les marchés financiers ruraux ne fonctionnent pas efficacement pour trois raisons principales : risque élevé ; informations imprécises ; et coûts de transaction élevés. Les données indiquent qu'environ 22 % de la population habitent dans des zones rurales et ont un accès limité aux services financiers officiels. De plus, les résidents des communautés rurales se voient proposer une gamme de produits financiers plus restreinte. Concernant les coûts, les habitants des zones rurales se heurtent à des prix très élevés et prohibitifs pour obtenir les services financiers auxquels ils peuvent accéder.

Par le passé, les interventions comme les quotas de crédit et les taux d'intérêt subventionnés s'attachaient principalement à traiter les symptômes (accès restreint pour les petits et moyens agriculteurs et les dirigeants de PME) sans compréhension

des facteurs sous-jacents qui caractérisent les marchés financiers ruraux, et font des petits et moyens producteurs des clients non préférentiels. Par conséquent, les résultats n'ont pas été satisfaisants et de nouveaux efforts sont nécessaires pour faire face aux problèmes sous-jacents.

Des politiques spécifiques pourraient être mises en œuvre pour accroître l'accès des résidents ruraux aux activités classiques des marchés financiers, et pour supprimer systématiquement les contraintes lors de la demande de services financiers et de la fourniture de ces mêmes services. Cette méthode permettrait donc une intermédiation rentable et un partage des risques. Certaines de ces politiques pourraient inclure les éléments suivants :

- suppression des tendances des politiques économiques sectorielles ayant conduit à une réduction de la rentabilité et la compétitivité des activités économiques rurales ;
- élimination des tendances du système juridique et réglementaire ayant conduit à l'augmentation du risque et du coût de l'intermédiation financière dans les zones rurales ;
- renforcement et amélioration de la capacité financière grand public pour les services financiers ruraux ;
- aide à l'introduction de nouveaux produits et services pour la finance rurale, une fois que l'environnement politique est favorable et qu'il existe un certain nombre d'intermédiaires financiers solvables et compétents.

Accroître la collaboration et la représentation

Comme indiqué précédemment, la diversité ethnique et raciale existante constitue un véritable défi pour l'établissement de la cohésion sociale. Un des problèmes les plus importants concerne le rôle des populations indigènes. La plupart des estimations font état d'un total de 40 millions

d'indigènes en Amérique Latine et aux Caraïbes, soit environ 8 % de la population totale. Dans le contexte des activités des marchés financiers, les aspects à prendre en compte pour augmenter la cohésion sociale des populations indigènes sont quasiment les mêmes que pour les zones rurales. Il faudrait s'attacher principalement à augmenter la solvabilité des peuples indigènes et à réduire le coût des intermédiaires financiers travaillant avec cette population.

En termes d'activités des marchés financiers pour les populations indigènes, la plupart des stratégies ayant été précédemment élaborées pour la finance rurale, les femmes en développement et la microfinance sont également applicables à cette situation.

Cet article étudie les liens entre les activités des marchés financiers et la cohésion sociale, et leurs conséquences sur la croissance économique. Il présente également des stratégies de politique publique visant à renforcer la cohésion sociale par le biais de stratégies de réduction de la pauvreté, en diminuant le chômage et en accroissant les activités des micro-entreprises, de microfinance et de finance rurale, et en encourageant le renouvellement et la collaboration.

Du point de vue opérationnel, certaines questions essentielles doivent être étudiées. Tout d'abord, il faut obtenir une plus grande collaboration bilatérale et multilatérale entre la société civile et les bailleurs de fonds. Deuxièmement, tout en poursuivant l'objectif de cohésion sociale, il faut prendre garde de ne pas évincer l'objectif d'une macroéconomie et de marchés financiers disciplinés, stables et correctement gérés. Troisièmement, il faudrait également tenir compte de l'importance de la cohésion au niveau régional.

Des recherches seraient utiles pour approfondir les connaissances sur le rôle de la cohésion sociale et son interaction avec le



développement financier. De plus, il faut encore travailler pour comprendre les mesures adéquates concernant le capital social et une éventuelle évaluation compa-

ratrice. En outre, la cohésion sociale pourrait être étudiée au niveau des régions, afin d'acquérir une meilleure compréhension des relations au-delà des frontières nationales.

NOTES

1. Le rapport entre le développement des services financiers et la cohésion sociale est mesuré grâce à trois indicateurs : la proportion de ménages disposant d'un compte bancaire ; la proportion d'individus ayant accès à une forme de crédit (carte de crédit, prêt hypothécaire, prêt au consommateur) ; et le pourcentage d'individus couverts par une forme d'assurance.
2. Il existe deux bons exemples de cette activité dans les pays émergents d'Amérique Latine, comme les programmes de transfert d'espèces qui donnent les avantages monétaires aux femmes par le biais du secteur financier, ce qui leur permet d'augmenter leur implication sur le marché et de mieux apprécier leur valeur personnelle.

